

# Liste présentée par le Parti communiste français

conduite par Georges Marchais

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous êtes appelé à voter ce 17 juin pour élire vos députés à l'Assemblée européenne. Il n'y aura qu'un seul tour.

Dans la situation actuelle, cette consultation a une importance toute particulière pour notre pays. Le 17 juin, le total des voix de chaque parti pèsera. De votre vote dépend donc, pour une bonne part, la suite des événements en France.

Comme beaucoup de Français, le chômage, votre pouvoir d'achat, vos conditions de vie vous préoccupent. Les restructurations industrielles, les fermetures d'entreprise, les licenciements vous inquiètent. Vous vous interrogez sur l'avenir.

Depuis 1981, la gauche a tenu parole sur une partie appréciable de ses engagements. Mais beaucoup reste à faire. Le patronat et la droite exercent de dangereuses pressions sur le gouvernement.

Profitant des difficultés, Mme Veil, toute la droite attaquent sans limites la majorité. Rien ne trouve grâce à leurs yeux.

Mais vous n'avez pas oublié ce qu'ont fait MM. Chirac, Giscard d'Estaing, Barre quand ils gouvernaient. Les voilà qui ne songent déjà qu'à leur revanche. Leurs prétendus remèdes de choc feraient très mal à notre pays. Ce serait l'accélération dramatique du chômage, une flambée d'injustices et de reculs sociaux. Nul ne serait épargné dans le monde du travail. La France s'enfoncerait plus avant dans la crise.

Nous autres, communistes, n'avons qu'un adversaire : la droite. Nous n'avons qu'une volonté : faire tout ce qui dépend de nous pour que la gauche avance dans la solution de vos problèmes de tous les jours : votre emploi, votre niveau de vie.

Cette réussite de la gauche, nous sommes sûrs qu'elle est possible. A une condition, et une

seule : tenir, dans l'union, l'ensemble des engagements pris, en 1981, par le Président de la République et par toute la majorité. Ces engagements, que nous avons confirmés en 1983 avec nos partenaires socialistes, sont notre boussole. Tant d'espoirs leur sont attachés !

Rien n'est simple, il est vrai, et l'économie ne connaît pas de miracles. Autant qu'ils peuvent, les communistes travaillent, au gouvernement, dans la majorité, dans le pays, à faire adopter des solutions réalistes, modernes, efficaces. La gauche ne peut pas tout faire d'un coup, mais, au moins, elle peut avancer. Elle a donné à la France des atouts nouveaux pour s'en sortir, malgré la crise.

Réduire le chômage en développant une industrie plus compétitive, c'est réaliste, nous le pouvons. Moderniser l'économie en créant des activités performantes, nous appuyer sur le secteur public et sur ses salariés, aider les entreprises petites et moyennes pourvu qu'elles maintiennent ou créent des emplois, c'est réaliste, nous le pouvons. Défendre le pouvoir d'achat des salariés et des retraités, le revenu des agriculteurs, faire grandir la justice sociale et réduire les privilèges des grandes fortunes, c'est réaliste, nous le pouvons. Défendre et développer l'enseignement public en le modernisant, ouvrir la formation professionnelle à toutes et tous, prendre les décisions dans un climat de liberté, de démocratie, d'écoute et de dialogue avec les intéressés, tout cela, oui, c'est réaliste, et nous le pouvons ensemble.

En somme, il ne s'agit pas de modifier les objectifs de 1981. Mais il s'agit de choisir les meilleurs moyens pour les atteindre. Et de mettre ces moyens en œuvre. Là est l'issue, là est l'espoir.

Ne laissez échapper aucune chance que la gauche redresse la situation et réussisse. Le 17 juin, cette chance est bien réelle. Même si vous êtes déçu, les possibilités ouvertes en 1981